

Conseil de Communauté  
du 14 avril 2016  
♦♦♦♦♦♦♦♦  
**PROCÈS VERBAL DE RÉUNION**

| N° | Intitulé  |
|----|---|
| 1  | Rapport de la Chambre Régionale des Comptes   |
| 2  | Finances – Budget primitif 2016 – Budget Général – Résultats 2015 – Reprise anticipée   |
| 3  | Fiscalité – Adoption des taux 2016 de Taxe Habitation, Taxe Foncière Bâti, Taxe Foncière Non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises – Lissage du taux de Cotisation Foncière des Entreprises |
| 4  | Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Principal Mayenne Communauté - Adoption  |
| 5  | Finances – Budgets primitifs 2016 – Budgets Annexes des Zones – Résultats 2015 - Reprise anticipée  |
| 6  | Finances – Budget Primitif 2016- Budgets Annexes de zones – Adoptions   |
| 7  | Finances : Budget Primitif 2016 – Budget Annexe SPANC – Résultats 2015 – Reprise anticipée  |
| 8  | Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe du SPANC – Adoption   |
| 9  | Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Prestations de services – Résultats 2015- Reprise anticipée   |
| 10 | Finances – Budget Primitif 2016- Budget Annexe Prestations de services – Adoption   |
| 11 | Finances - Budget Primitif 2016- Budget Annexe ex CCPM Redevance Incitative – Résultat 2015- Reprise anticipée  |
| 12 | Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe ex CCHL Ordures Ménagères – Résultats 2015 – Reprise Anticipée  |
| 13 | Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe des Dechets Ménagers - Adoption   |
| 14 | Culture – Avenant Convention Atmosphères 53 – Subvention 2016   |
| 15 | Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2015  |
| 16 | Évaluation 2015 et orientations 2016 schéma de mutualisation  |
| 17 | Règlement intérieur de Mayenne Communauté   |
| 18 | Culture – Convention Entrelacés – Subvention 2016   |
| 19 | Culture – Avenant Convention Foin de la Rue – Subvention 2016   |
| 20 | Culture – Avenant Convention Théâtre Dû – Subvention 2016   |
| 21 | Ressources humaines - Création d'un poste adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe service assainissement non collectif   |
| 22 | Service Prestations – Convention entre Mayenne et 2 nouvelles Communes pour les années 2016 à   |

|           |   |
|-----------|---|
|           | <b>2019</b>   |
| <b>23</b> | <b>Ressources humaines – DAME – création d'un poste de technicien chargé du système d'information géographique (SIG)</b>  |
| <b>24</b> | <b>Ressources Humaines – DEJS – création d'un poste de chef de bassin, éducateur des activités physiques et sportives</b> |
| <b>25</b> | <b>Ressources humaines - DEJS - création d'un poste de responsable des sports et piscines</b>                             |
| <b>26</b> | <b>Administration générale - Désignation des représentants à la Mission locale départementale de la Mayenne</b>           |
| <b>27</b> | <b>Tourisme - Convention avec l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne – Avenant – Subvention 2016</b>                |
| <b>28</b> | <b>Budget primitif 2016 – Subvention de fonctionnement allouée au GIP du Pays de Haute Mayenne</b>                        |
| <b>29</b> | <b>Culture – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia</b>   |
| <b>30</b> | <b>Budget primitif 2016 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE</b>                             |
| <b>31</b> | <b>Budget primitif 2016 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations</b>                                     |

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 14 avril 2016 à 20 h

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| Délégués titulaires en exercice : | 58 |
| Délégués présents ou représentés  | 56 |
| Contre :                          | 0  |
| Pour :                            | 56 |
| Abstention :                      | 0  |
| Quorum :                          | 30 |

L'an deux mille seize, le huit avril, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## **Sont présents :**

### **En qualité de titulaires :**

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. MOLL, *3<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme MORIN, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BORDELET, *10<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. COISNON, *11<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, LANCIEN, M. LESAINT, Mmes COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mme ADAM, PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

### **En remplacement du titulaire absent :**

M. TRANCHEVENT représenté par M. RONDEAU  
M. BOITTIN représenté par M. FRETARD

M. LE SCORNET donne pouvoir à Mme PELÉ  
M. VALPREMIT donne pouvoir à M. SOUTIF  
Mme BELLON donne pouvoir à Mme LANCIEN  
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. LAVANDIER  
Mme FRANGEUL donne pouvoir à M. JAMOIS  
Mme BODINIER donne pouvoir à M. SONNET  
Mme BAR donne pouvoir à M. BOURGUIN  
Mme BEUNEUX donne pouvoir à M. ORDRONNEAU  
M. RONCIN donne pouvoir à M. ANGOT  
M. REBOURS donne pouvoir à Mme CREUSIER

### **Excusés :**

MM. HEURTEBIZE, BEAUJARD

M. GARNIER a été désigné secrétaire.

\*\*\*\*\*

## **1 - Rapport de la Chambre Régionale des Comptes**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

### **M. le Président expose :**

Le rapport définitif de la Chambre Régional des Comptes pour la Communauté de Communes du Pays de de

Mayenne a été présenté durant la séance.

**M. ANGOT** cite les principales observations du rapport :

"La situation financière de la communauté de communes du Pays de Mayenne, qui a été globalement favorable depuis 2010, change de dimension avec la création de Mayenne Communauté qui entraînera, d'ici à 2020, l'exercice d'un ensemble de compétences beaucoup plus dense qu'aujourd'hui. Les mutualisations, nées de coopérations entre l'intercommunalité et la ville centre de Mayenne, devront être renforcées avec toutes les communes membres pour gagner encore en efficacité.

Le contrôle de la collectivité a révélé une série d'insuffisances. Il importe d'abord de parfaire la sincérité des prévisions budgétaires. Le caractère partiel des éléments relatifs à la dette figurant au compte administratif doit être corrigé, de même que la discordance de ce dernier avec le compte de gestion. Des incohérences existent également entre les états de l'actif et l'inventaire. Enfin, ont été relevés des amortissements non réalisés au cours des exercices, avec pour conséquence de fausser le résultat comptable.

Une amélioration globale des procédures suivies est constatée par la chambre, à l'exception toutefois de certaines relevant des interventions économiques (Fonderie).

Le contrôle des dépenses de personnel a permis de mesurer leur faible évolution sur la période. Depuis 2011, le nombre d'agents a ainsi progressé de 1 %. S'il est bien relevé que la nouvelle convention de mise à disposition de service de 2015 clarifie les remboursements entre collectivités, des incohérences de montants apparaissent encore dans les comptes de la collectivité. Or, les dépenses de personnel propre ont augmenté de 12 % entre 2011 et 2014 (de 17 % personnel extérieur inclus) ; progression qui se confirme en intégrant les remboursements de mises à disposition. En l'absence de pilotage à moyen terme, et notamment de suivi des facteurs d'évolution de la masse salariale, l'enveloppe des dépenses de personnel n'apparaît ainsi contenue qu'au regard des investissements envisagés.

En matière de déchets, la collectivité a choisi d'instaurer une redevance incitative (RI) en lieu et place de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Les services de la collectivité ont porté seuls la fin des phases préparatoires, les corrections d'erreurs et les problématiques matérielles émergentes. Ce lancement, certes repoussé mais sans le bénéfice d'une année "blanche", apparaît particulièrement risqué au vu de l'absence de mémoire et de pratique dans ce champ. La RI a ainsi été difficilement mise en place en 2014.

Aux problèmes matériels initiaux se conjuguent encore des difficultés aiguës de recouvrement, au point de générer un nombre élevé de rejets et d'annulations de titres de recettes par le poste comptable, qui fait face dans ce domaine à une activité disproportionnée au regard du nombre de rôles concernés et du volume total des titres et mandats émis par la collectivité. Ces problèmes sont d'abord la conséquence d'une absence des bases de redevables robustes, du fait du caractère très insatisfaisant des fichiers tiers initiaux ; leur degré d'erreurs particulièrement élevé jetant un doute sur la fiabilité des données sources.

Les difficultés financières qui en résultent sont lourdes : le budget annexe redevance incitative (RI) a généré, pour sa première année d'existence, une marge brute "hors aides" négative de près de 0,7 M€. La persistance, à la fin du présent contrôle, d'erreurs bloquantes dans les éléments envoyés aux services des finances publiques, appelle la collectivité à prendre toutes mesures utiles. L'ordonnateur a indiqué avoir engagé une réorganisation à cette fin, parallèlement à la fusion avec la communauté de communes de Corps-Lassay (CCHL), notamment en termes d'optimisation des processus internes.

Entre 2010 et 2014, la situation financière du budget principal a été impactée par les changements liés aux budgets annexes. A périmètre constant, les produits de gestion ont faiblement crû (+ 2,3 %) quand les charges de gestion augmentaient plus rapidement (+ 25,3 %) ; hors changement lié aux budgets annexes, les premiers ont baissé de 15,9 % et les secondes de seulement 0,4 %. Ce qui a entraîné une forte diminution de la capacité d'autofinancement (CAF) brute (- 62,9 %), surtout en 2014.

La forte croissance des ressources d'exploitation ne résulte que de l'augmentation des remboursements de frais et de mise à disposition de personnel. De plus, les ressources institutionnelles, la péréquation et la fiscalité reversée n'ont pas compensé les baisses de recettes fiscales. Or, parallèlement, les dépenses de fonctionnement ont cru notamment du fait de la prise en charge des déficits de budgets annexes. Ainsi, tous budgets compris, la croissance des dépenses consolidées (+ 22 %) a de loin dépassé celle des recettes (+ 13 %).

Si l'évolution de l'endettement varie suivant que l'on considère le budget principal ou l'ensemble des budgets, la capacité de désendettement, qui se dégrade en 2014 avec la baisse de la CAF, reste malgré tout acceptable.

Cependant, les créances représentent un enjeu financier de plus en plus prégnant dont il convient d'anticiper au mieux les risques ; le coût induit par la fermeture de la Fonderie devant être lui aussi mesuré sans trop attendre.

Par ailleurs, l'impact des investissements programmés n'apparaît pas clairement anticipé. Parmi les équipements lourds, le centre aquatique représentera près de la moitié des engagements financiers de la collectivité jusqu'en 2019, avec des coûts en travaux dépassant de loin les coûts de référence moyens. De plus, les charges d'exploitation annuelles devraient être supérieures de 45 % au cumul des deux piscines actuellement en exploitation. A quoi s'ajoutent les charges financières et d'amortissement qu'il convient de prévoir. Ainsi, le futur centre aquatique devrait entraîner un accroissement des charges annuelles compris entre 0,65 M€ et 0,78 M€.

Eu égard aux inconnues persistantes (prise en charge des budgets annexes, surcoût du centre aquatique, charges exceptionnelles, amortissements), pour lesquelles un besoin de clarté s'impose dans les présentations officielles, une dégradation de la situation financière de Mayenne Communauté n'est pas impossible. Ceci alerte sur la difficile soutenabilité des investissements qui paraissent peu réalistes, sauf à augmenter significativement les ressources fiscales."

**M. BRODIN** : "J'ai aussi lu le rapport. Malheureusement il ressemble à ce que je disais quand je suis arrivé ici. J'ai voulu vous faire des remarques mais c'était plutôt mal venu à chaque fois. Le rapport pour la ville de Mayenne est plutôt correct. Je me demande quelles sont les limites entre les deux budgets et les deux entités. Je voulais plus de précisions notamment par rapport au personnel. On nous donne des effectifs mais on ne nous donne pas de valeur en euros. Pour l'avenir, on parle toujours d'augmentation de charges. Pour l'avenir, je reste sur ma faim concernant les décisions en cours. Ça reste inquiétant. Concernant le budget annexe comme la RI, on nous dit que ça irait mieux. Ça tarde à venir mais souhaitons que ça vienne.

Je cite les recommandations :

- améliorer l'information des élus dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, tant en matière de prévisions globales qu'au regard des budgets annexes
- parfaire les prévisions budgétaires en matière d'investissement de façon à améliorer l'exécution des dépenses afférentes
- veiller à l'exhaustivité des annexes des comptes administratifs (budget principal et budgets annexes) relatives à la dette et à leur concordance aux comptes de gestion
- régulariser au plus vite l'amortissement des immobilisations
- se rapprocher du comptable afin que ses états de l'actif correspondent aux inventaires de l'ordonnateur
- prendre les mesures permettant de réduire durablement le volume et le coût des rejets et annulations des titres de recettes de la redevance incitative d'enlèvement des ordures ménagères
- présenter plus clairement et anticiper les risques liés au non recouvrement des créances

Il y a pas mal de préconisations, donc il reste du travail."

**M. DELAHAYE** : "J'ai essayé de confronter les deux rapports. Quand on lit le rapport de la Ville on a l'impression que sa situation financière est globalement saine. Concernant les ressources humaines *"une forte imbrication entre la Ville et le CCPM est notable et l'analyse de l'une ne peut pas aller sans l'autre"*. Certains y gagnent peut être plus que d'autres. En tout cas, ça mérite d'être confronté au niveau des chiffres.

Pour ma part, j'ai relevé plusieurs points dans ce rapport :

- La mutualisation qui est une utilité deviendra une nécessité pour tous. Je suis heureux d'avoir un Vice-Président attaché à ça. Je lui fais confiance pour qu'elle soit la meilleure possible. Ça permet de faire des économies pour l'ensemble des communes.
- La gestion des ressources humaines et des dépenses de personnel est le deuxième point. Il faut bien faire le parallèle entre la Ville et la Communauté. Il ne faudrait pas que la Communauté devienne un déversoir pour éviter les hausses de charges pour la Ville. On serait plusieurs à cotiser mais ce n'est pas une raison quand même.
- Le troisième point concerne les déchets. Le problème des matériaux initiaux est en train de s'améliorer, c'est une bonne nouvelle. A voir ce que ça donnera dans le temps. Pourvu qu'on y arrive car les déchets sauvages existent toujours.
- Au niveau financier, on voit que la CAF brute est en chute libre en 2014. Il y a des éléments externes comme les baisses de dotation pour expliquer ça. Il ne va pas falloir qu'on charge trop la mule sur la Communauté sinon elle va s'écrouler.
- Le dernier point est sur le centre aquatique et je vais rejoindre les propos de Gérard Brodin. Je vais être vulgaire, excusez-moi mais il passe souvent pour l'emmerdeur de service. Sauf qu'il a demandé plein de fois à avoir des points sur le fonctionnement et sur ce que ça allait coûter. Il a souvent eu des vents et des retours pas toujours sympas. Il voulait juste savoir où il allait et c'est légitime. Il ne faut pas compter les points une fois que le seau est vide. On nous parle d'accroissement des charges annuelles entre 650 000 et 780 000 €, ce n'est pas un détail.

Initialement, ce projet je ne l'ai pas voté. J'ai voté à partir des aménagements. Le projet est peut être gros et un peu trop ambitieux pour ce qu'on est mais il nous coûtera le prix d'un beau centre aquatique. En tout cas, j'espère qu'il servira beaucoup.

La CRC nous alerte sur les difficultés de l'avenir au vu de ces gros projets. J'espère qu'on s'en sortira et qu'on ne taxera pas trop nos administrés. C'est un rapport qui donne des leçons pour l'avenir. Je fais confiance aux élus qui sont en place."

**M. BOISSEAU** : "Concernant le centre aquatique, on a répondu en fonction des éléments qu'on avait. Le compte d'exploitation prévisionnel a été présenté à plusieurs reprises et correspond exactement aux charges qui sont relevées par la CRC. Là où je conteste les chiffres, ce n'est pas un accroissement des charges annuelles de 650 000 €. Elle oublie de dire en même temps qu'il y a l'attribution de compensation des deux piscines actuelles qui vont venir en déduction. En réalité, c'est un accroissement de 150 000 €, 200 000 € peut être maximum. C'est très important de le souligner. C'est un élément majeur qui peut faire peur mais on l'avait à l'esprit les uns et les autres quand on a engagé ce projet."

**Mme MORIN** : "J'ai aussi lu le rapport concernant les ordures ménagères. Ça avait très mal démarré et on en a tous conscience. 2015 s'est terminé avec un excédent de 154 000 €."

**M. ANGOT** : "La Chambre n'a jamais voulu intégrer dans son rapport le résultat de l'année 2015."

**Mme MORIN** : "Il n'y a pas eu de relance sur le dernier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016. La trésorerie a tout axé sur la fusion mais ça a occasionné beaucoup de retard. On a un taux de recouvrement de 93 %, ce qui n'est pas satisfaisant. La trésorerie va maintenant relancer. Le fichier s'est beaucoup amélioré avec l'envoi des factures. C'était un peu du n'importe quoi au début. Les communes avaient reçu des fichiers pour pouvoir pointer aussi les anomalies. Il y a eu un gros travail après les factures envoyées en 2015. La difficulté de ce fichier réside dans les locations. On travaille avec Mayenne Habitat pour tous les appartements sur Mayenne. Il nous reste le domaine des bailleurs privés. Adeline, du service prévention, travaille sur ça et va sur le terrain. Elle fait du porte-à-porte aussi pour aller expliquer la RI. Ça s'améliore et ça va continuer. On n'aura jamais 100 % de recouvrement non plus, il ne faut pas rêver. Il y a aussi eu un problème avec le logiciel de facturation. Quand il a été mis en service, on s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup d'erreurs dans les intitulés et dans la facturation. La société qui a installé ce logiciel a retravaillé avec les services pour modifier le logiciel. Ça a été vu et validé par la trésorerie. Pour les dépôts sauvages, ce sont les incivilités de mes administrés, de vos administrés et de nos administrés. On essaie de trouver des solutions et on est preneur de tous les avis. Je vous invite à faire part de vos avis."

**M. LESANT** : "J'ai beaucoup de mal à supporter les suspicions sur la Ville de Mayenne en ce qui concerne les charges de personnel. La CRC rappelle que c'est difficilement lisible mais à aucun moment elle suspecte la Ville de Mayenne de se décharger sur la Communauté. Je rappelle que quand il y a transfert de compétence, il y a transfert de personnel. Ce transfert de personnel, qui n'est plus à la charge de Mayenne, est compensé par l'attribution de compensation et qui vient en diminution pour la Ville de Mayenne. Concernant notre façon de mettre à disposition le personnel, je suis à votre disposition pour vous expliquer. Ce n'est certainement pas la Ville de Mayenne qui est gagnante."

**M. BOURGUIN** : "On devrait mettre en place un groupe de travail pour que ce soit clair. Je rappelle que contrairement à d'autres collectivités, comme le département, il n'y a pas de coefficient d'environnement sur les charges de personnel. Je prends un exemple concret : quand le département de la Mayenne prête du personnel à l'agence technique départementale, elle prend la masse salariale et la multiplie par 1,4 pour comptabiliser les coûts environnants. On ne l'a jamais fait. Il y a un besoin de transparence et j'en suis conscient.

Je veux aussi rebondir sur le logiciel pour la RI. Cette société qui a créé le logiciel, l'a fait valider par Bercy. Mais une fois sur le terrain, les comptables n'acceptent pas cette version. Il faut savoir s'adapter à la réalité.

Concernant le DOB, on était une des premières collectivités à lancer des prospectives financières. Le DOB ne le faisait pas apparaître mais ça ne veut pas dire qu'on n'en avait pas. Avec la loi NOTRe, il est dit qu'il en faut une.

Concernant le rapport en lui-même, c'est bien d'avoir un regard extérieur. Par contre, il y a des aberrations juridiques. On nous dit qu'il n'y a pas d'accord entre le compte de gestion et le compte administratif. Dans le budget annexe, les déficits et les excédents on les fait prendre l'année d'après par le budget général. La Chambre n'a pas tenu compte de nos explications. Concernant le centre aquatique, ils le comparent à une piscine municipale. On peut partager les inquiétudes par rapport au projet mais il y a des choses qui me laissent sans voix. J'ai lu 6 fois le rapport et il y a quand même des choses dedans qui sont légères."

**M. COISNON** : "Je viens d'une communauté de communes où les chiffres étaient moins importants, donc au premier abord ça me paraît conséquent. 22 millions d'investissements pour Mayenne Communauté et son nouveau

territoire, c'est quand même historique. L'objectif est d'être attractif pour maintenir nos jeunes. Le centre aquatique est un pôle d'attractivité qui va améliorer la vie quotidienne des habitants."

**M. BOURGUIN** : "Dans le rapport, on nous demande d'amortir le centre aquatique. Le magistrat a considéré que la piscine, à partir du moment où on faisait payer des entrées, produisait des revenus. Il a confondu l'immeuble et l'activité. En France, il n'y a pas de centre aquatique qui soit amorti."

**M. MOLL** : " Je veux réagir par rapport à la Fonderie. C'est très facile pour des juristes de gommer l'histoire en disant qu'on n'a pas été prudents. Nous avons insisté auprès du Président pour investir dans l'achat de cette fonderie. Ce n'est pas marqué dans le rapport mais c'est important, même si aujourd'hui c'est fermé, pendant 10 ans, 100 personnes ont continué à y travailler. Si c'était à refaire aujourd'hui, je le referais."

**M. SOUTIF** : " L'essentiel a été dit. En ce qui concerne la mutualisation, un travail a été engagé. Quand on regarde le rapport, il est à demi teinte. C'est normal de pointer certaines choses, c'est leur travail. Pour la mutualisation, il y a le conseil de gestion qui se met en place. En terme de transparence et de suivi, on se donne tous les moyens."

**M. ANGOT** : "Je me suis rendu avec notre DG devant la cour pendant une bonne heure et j'ai repris tous les éléments. Ils ont parfaitement tout entendu mais n'ont rien modifié. En ce qui concerne la répartition du personnel, je veux la plus grande transparence. Je ne veux pas laisser croire qu'il puisse y avoir des opérations irrégulières."

**Le Conseil de Communauté prend note du rapport de la Chambre Régionale des Comptes.**

## **2 - Finances – Budget primitif 2016 – Budget Général – Résultats 2015 – Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

### **M. SOUTIF expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" Entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

### **RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat)**

| <b>BUDGET GENERAL EX CCPM + CCHL</b>      |                       |
|---|-----------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>       |                       |
| Résultat de fonctionnement reporté cumulé | + 2 805 967,74 €      |
| Recettes de l'année                       | + 22 340 399,83 €     |
| Dépenses de l'année                       | - 20 283 205,80€      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>              | <b>5 124 406,87 €</b> |

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>     |                       |
| Résultat d'investissement reporté CCPM | + 17 574,28 €         |
| Résultat d'investissement reporté CCHL | -38 397,33 €          |
| Recettes de l'année                    | + 5 890 213,81 €      |
| Dépenses de l'année                    | - 5 387 533,89 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>           | <b>+ 481 856,87 €</b> |

|                            |                  |
|----------------------------|------------------|
| Restes à réaliser dépenses | - 4 126 489,71 € |
| Restes à réaliser recettes | + 7 958 901,74 € |

|                                  |                         |
|----------------------------------|-------------------------|
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b> | <b>+ 3 832 412,03 €</b> |
| <b>DISPONIBLE :</b>              | <b>5 124 406,87 €</b>   |

**M. BRODIN** : "On prépare l'avenir mais je ne suis pas convaincu. J'ai déjà fait la remarque par rapport à tout ce qui est très haut débit et infrastructures routières. Je ne partage pas votre point de vue et je pense qu'il y a lieu de s'en préoccuper."

**M. SOUTIF** : "Pour le très haut débit, les réflexions sont en cours. Ce n'est pas parce qu'il n'y a rien d'inscrit en 2016 que c'est un dossier qui est tombé à l'eau."

**M. BRODIN** : "Les perspectives font quand même état de difficultés à l'introduire."

**M. SOUTIF** : "Je reprends la délibération du Conseil Départemental. Craon et Mayenne sont cités pour le déploiement du très haut débit. C'est bien un dossier qui est en réflexion."

**M. BRODIN** : "Il faut quand même provisionner et anticiper. Pour 2017, comment introduira-t-on ce dossier là ? J'entends bien pour Craon et Mayenne mais il y a aussi toute la partie rurale."

**M. BOURGUIN** : "Je ne m'occupe plus du très haut débit mais pour m'en être occupé dans le mandat précédent, je peux vous dire que personne ne remet en cause l'intérêt du très haut débit. En décembre 2015, on a rencontré le Conseil Départemental et il y avait la question d'avoir sur la plaque Ambrières-Mayenne une délégation de service public. Orange a investi sur Château-Gontier. Avant d'inscrire quoi que ce soit au budget, il faut savoir quelle politique va être menée sur notre territoire par le SMO."

**M. BRODIN** : "Je veux savoir quelle politique on va mener et pas que pour Mayenne."

**M. BOURGUIN** : "Oui je parle de l'ensemble de la Communauté de Communes et pas que Mayenne. Il était convenu avec le Conseil Départemental que s'il y avait une délégation de service publique sur Mayenne Communauté, on ne parlait plus que de la Ville de Mayenne. On avait convenu ça avec Philippe Henry le 7 décembre 2015 si mes souvenirs sont bons."

**M. BRODIN** : "Le résumé est qu'on va entreprendre la couverture sur l'ensemble des communes de la Communauté."

**M. ANGOT** : "Bien sûr."

**M. MOLL** : "Pour la troisième tranche de la déviation, je partage ton avis Gérard, à ceci près que, mis à part l'engagement de l'État sur les 22 millions, soit 80 %, la Région nous a dit qu'elle allait abonder mais on ne sait pas à quel niveau et le Département n'a rien dit. Je compte sur la journée du 21 avril avec la visite du Président du Conseil Départemental pour poser la question. Si aujourd'hui on avait marqué un chiffre dans le budget, on ne sait pas quel chiffre on aurait du mettre. Je pense que la Région ne va pas mettre 20 %."

**M. BRODIN** : "Il y a eu des chiffres proposés."

**M. MOLL** : "Non. Le jour de l'inauguration de la deuxième tranche, le Président de la Région a dit qu'il abonderait mais il n'a pas dit à combien. Le Président du Conseil Départemental n'a pas fourni de taux non plus. Je ne vois donc pas pourquoi on aurait inscrit quelque chose au budget."

**M. ANGOT** : "Il m'arrive de conserver les documents clefs du Conseil Général et de regarder les décisions partagées par cette assemblée et que j'ai votées. Dans une commission permanente du 5 mars 2012, elle autorise le Président à déclarer le Conseil Général, opérateur de commande afin de permettre l'engagement des actions prévus au BP 2012. Les actions projetées pour la période 2012-2016 se feront en maîtrise d'ouvrage directe sur le budget du Conseil Général :

- montée en débit, nouveau dispositif NRA MED

- projet de déploiement d'un nouveau réseau tout fibre optique à Mayenne et à Craon

Il y avait aussi la présentation du projet d'aménagement numérique de la Mayenne. Pour ce qui concerne la phase 1 de l'ambition, le Conseil Général prévoit le déploiement en fibre à domicile des villes de Mayenne et Craon. En juin 2013 dans le cadre du dossier de synthèse de Mayenne Très Haut Débit, on peut lire que le déploiement du FttH concerne les communes de Craon et Mayenne avec :



- présentation des plans de villes
- coût par ligne

Pour Mayenne :

- collecte et desserte : 565 €
- raccordement : 275 €

Ce document a permis au Conseil Général de justifier et d'obtenir les subventions. On peut aussi lire que le déploiement du FttH en phase 1 sur les communes de Craon et Mayenne a pour objectif d'amorcer dans les cinq ans cette dynamique. L'extension de la couverture FttH à d'autres territoires est en cours d'analyse à d'autres communes telles Evron (4 000 lignes) et Ernée (3 000 lignes).

Je compte donc sur les conseillers départementaux pour que ces engagements soient respectés."

**M. ANGOT** procède à une suspension de séance pour que M. Dujarrier et Mme D'Argentré, conseillers départementaux, puissent s'exprimer sur ce point.

### Reprise de la séance.

**M. ANGOT** : " Je compte sur tout le monde pour que ces engagements soient respectés. Il faut que l'ensemble du territoire soit desservi et pas que Mayenne."

**M. BRODIN** : " Il y a au moins un point d'accord entre nous."

**M. ANGOT** : " Non, il y en a beaucoup plus ! Un dernier point que je souhaite aborder est celui de la déviation. Je ne fais le procès de personne. Le département a été sollicité par la région et il y a une négociation qui s'est installée pour savoir à quelle niveau la région s'investirait dans le département de la Mayenne en ce qui concerne le réseau routier. Comme la négociation est en cours entre eux, la négociation entre nous n'est donc pas faite. Toutefois, je me permets de rappeler qu'il va falloir s'activer car mon inquiétude est que si on ne se met pas d'accord sur le territoire, les financements de la Région pourraient s'en aller. Pour mémoire, je rappelle qu'à cause d'une enquête publique qui avait été rejetée, les 40 millions de francs qui avaient été affectés à la déviation de Mayenne ont servi à faire la déviation de Villiers-Charlemagne. Je ne voudrais pas que ça se reproduise et je pense qu'on est d'accord les uns et les autres."

**M. DELAHAYE** : " Etant donné qu'on va tous se mettre d'accord et que tout le monde va respecter ses conventions, je vais voir la route pousser le long du Berry, ça va être merveilleux."

**M. BRODIN** : " On va encore être tous d'accord, ça progresse !"

**M. ANGOT** : " La convention dont vous parlez est signée entre la Communauté de Communes et l'Etat. Dans cette convention, il était dit que cette validation technique devait avoir lieu entre la Communauté de Communes et l'Etat pour établir le projet de contournement. La valeur à l'époque était de 300 000 € sur laquelle la commune de Martigné devait éventuellement participer. La 508 n'a pas attendu le carrefour du Berry pour être dangereux. On ne peut régler le problème de dangerosité qu'en se raccordant au rond point. Nous avons donc estimé que le département devait financer un bout. Il a refusé. Pire, le dossier est ensuite passé à 450 000 €. Donc je ne suis pas d'accord."

**M. DELAHAYE** : " Je ne suis pas d'accord car j'ai relu la convention. Nul part on parle du département et on parle que de la Communauté. L'engagement pour lequel le rond point du Berry se faisait était selon la condition que la Communauté finance la route."

**M. ANGOT** : " Comme vous l'avez dit fort justement en disant "on ira au tribunal" ce que je note aussi c'est qu'il "devra être procédé toute tentative de résolution amiable avant tout litige". A ce que je sache, l'Etat ne s'est pas manifesté. Ils doivent tenir leurs engagements eux aussi. Je vais resolliciter une participation du département pour le 508 car il était dangereux avant que le rond point du Berry existe. Ça l'est moins aujourd'hui mais on fait 400 mètres de plus."

**M. DELAHAYE** : " Tant que mes agriculteurs peuvent aller bosser, que ça ne leur crée pas de surcoût et que ça n'est dangereux pour personne, c'est tout ce qui m'intéresse. Je parle pour les miens mais je pense que Martigné est du même avis."

**M. ANGOT** : " Maintenant, ce n'est plus dangereux de sortir."

**M. SONNET** : " A un moment donné, je pense qu'il va falloir négocier avec le département."

**M. ANGOT** : " Il faut aller au département se plaindre."

**M. SONNET** : "Dans le budget d'investissement, il n'est pas mentionné le parc d'activités du Berry et la deuxième phase."

**M. ANGOT** : "J'ai aussi à Mayenne des zones d'activités qui ne sont pas encore terminées. Je fais en fonction de mes moyens."

**M. DELAHAYE** : "Pour renforcer ce que dit Rémi, je suis persuadé que Martigné sera un des gros points forts de la Communauté à venir en terme d'implantation d'entreprises. C'est un pôle de développement très important."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- affect au budget général la somme de 5 124 406,87 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté**

**- reprend la somme de 481 856,87 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget général.**

**3 - Fiscalité – Adoption des taux 2016 de Taxe Habitation, Taxe Foncière Bâti, Taxe Foncière Non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises – Lissage du taux de Cotisation Foncière des Entreprises**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Vu l'arrêté N° 2015 M 334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay et créant Mayenne Communauté

Vu les articles 1638 – 0 bis et 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

**Concernant le vote des taux de Taxe Habitation, Taxe Foncière bâti et Taxe Foncière non bâti :** en raison de la première année de fusion, Mayenne Communauté a le choix de 2 méthodes en 2016 :

- soit méthode N°1 selon les taux moyens pondérés de chacune des 3 taxes des 2 Communautés préexistantes
- soit méthode N°2 selon les taux moyens pondérés communaux et intercommunaux.

Au vu des simulations présentées par le cabinet Territoires et Conseil, la **méthode N°1** a été retenue par les élus en 2015 du fait qu'elle engendre le moins de transferts entre les territoires d'une part, et entre les différentes catégories de contribuables sur un même territoire d'autre part. Rappelons qu'un protocole de neutralisation a été adopté en 2015 par tous les conseils municipaux pour neutraliser les effets des nouveaux taux issus de la méthode N°1 qui vont être votés par Mayenne Communauté.

Le tableau suivant présente pour chacune des 3 taxes, les évolutions des bases entre 2015 et 2016 ainsi que le produit 2016 attendu en appliquant aux bases prévisionnelles de 2016 le taux 2016 résultant du calcul de la méthode N°1 :

|             | Bases 2015<br>définitives<br>CCPM & CCHL | Bases 2016<br>notifiées MC | Evolution des<br>bases<br>2016/2015 | Taux 2016<br>(méthode n° 1 de<br>calcul) | Produits<br>2016 |
|-------------|--|----------------------------|-------------------------------------|--|------------------|
| <b>TH</b>   | 38 057 730                               | 38 631 000                 | 1,51%                               | 11,37%                                   | 4 392 345        |
| <b>TFB</b>  | 34 196 388                               | 34 421 000                 | 0,66%                               | 0,59%                                    | 203 084          |
| <b>TFNB</b> | 3 802 985                                | 3 839 000                  | 0,95%                               | 4,04%                                    | 155 096          |
|             |  |                            |                                     |  | <b>4 750 525</b> |

**Concernant le vote du taux de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) pour 2016,** Mayenne Communauté doit se référer au calcul du taux moyen pondéré de CFE de 2015 qui s'établit à **25,25 %**.

Ce calcul résulte notamment des taux préexistants en 2015 suivants :

- Zone CCHL : 23,81 %
- Zone CCPM sans Saint Georges : 25,59 %
- Zone Commune de Saint Georges en cours d'unification des taux pour une durée de 6 ans depuis 2014 , année de son intégration dans la CCPM : 22,46 %

Le tableau suivant présente l'évolution des bases de CFE entre 2015 et 2016 ainsi que le produit 2016 attendu en appliquant aux bases prévisionnelles de 2016 le taux 2016 :

|            | Bases 2015<br>définitives<br>CCPM & CCHL | Bases 2016<br>notifiées MC | Evolution des<br>bases<br>2016/2015 | Taux moyen<br>pondéré | Produit 2016     |
|------------|--|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>CFE</b> | 13 762 950                               | 14 801 000                 | 7,54%                               | 25,25%                | <b>3 737 882</b> |

#### Lissage du taux de Cotisation Foncière des Entreprises :

L'article 1609 nonies C – paragraphe III du Code Général des Impôts stipule que le taux de CFE applicable dans chacune des zones fiscales est rapproché du taux voté par la Communauté jusqu'à l'application d'un taux unique. L'écart est réduit chaque année par parts égales.

Etant donné que le rapport entre la zone la moins taxée en 2015 (22,46%) et la zone la plus taxée en 2015 (25,59%) est compris entre 80 % et 90 %, la durée de lissage du taux devrait être de 2 ans.

Toutefois, le paragraphe c du 1° du III de l'article 1609 nonies C du CGI permet au Conseil de Communauté de modifier la durée de la période de réduction des écarts de taux dans la limite de 12 ans.

Au vu des simulations établies par le cabinet Territoires et Conseil en 2015, les élus avaient opté pour une durée de lissage de 4 ans.

A titre d'information, dans l'hypothèse où le taux de CFE voté par Mayenne Communauté demeure à 25,25 %, le tableau suivant montre les taux de CFE qui seraient réellement appliqués dans les 3 zones fiscales pendant les 4 années de convergence des taux.

En 2019, le taux de CFE voté par le conseil de communauté s'appliquera donc sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté.

#### Lissage du taux de CFE sur 4 ans

|                         | 2016  | 2017  | 2018  | 2019         | variation<br>annuelle |
|-------------------------|-------|-------|-------|--------------|-----------------------|
| CCPM sans St<br>Georges | 25,51 | 25,42 | 25,34 | <b>25,25</b> | -0,085                |
| St Georges              | 23,16 | 23,86 | 24,55 | <b>25,25</b> | 0,6975                |
| CCHL                    | 24,17 | 24,53 | 24,89 | <b>25,25</b> | 0,36                  |

#### Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- choisit la méthode N°1 des taux moyens pondérés des 2 Communautés préexistantes et adopte en conséquence les taux 2016 suivants :

- Taxe Habitation : 11,37 %
- Taxe Foncière Bâti : 0,590 %
- Taxe Foncière Non Bâti : 4,04 %

- adopte le taux 2016 de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : 25,25 %

- et fixe la durée de lissage du taux de CFE à 4 ans de 2016 à 2019.

#### 4 - Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Principal Mayenne Communauté – Adoption

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016

#### M. SOUTIF expose :

Le budget principal 2016 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

|                                  | REPORTS               | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE               |
|----------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |                       |                        |                        |
| <b>DÉPENSES</b>                  |                       | <b>27 268 213,25 €</b> | <b>27 268 213,25 €</b> |
| <b>RÉSULTAT 2015</b>             | <b>5 124 406,87 €</b> |                        | <b>27 268 213,25 €</b> |

|                          |                |                 |                 |
|--------------------------|----------------|-----------------|-----------------|
| RECETTES                 |                | 22 143 806,38 € |                 |
| SECTION D'INVESTISSEMENT |                |                 |                 |
| DÉPENSES                 | 4 126 489,71 € | 18 174 643,28 € | 22 301 132,99 € |
| RÉSULTAT 2015            |                | 481 856,87 €    | 22 301 132,99 € |
| RECETTES                 | 7 958 901,74 € | 13 860 374,38 € |                 |

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

*Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. BRODIN et Mme GONTIER ayant voté contre et M. DELAHAYE et Mme GENEST s'étant abstenus), adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2016, le budget principal de Mayenne Communauté tel qu'il est présenté.*

**5 - Finances – Budgets primitifs 2016 – Budgets Annexes des Zones – Résultats 2015 - Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BOURGUIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit : " entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

**RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat)**

| BUDGET Annexe des HARAS             |                      |
|-------------------------------------|----------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                      |
| Résultat de fonctionnement reporté  | + 94 475,44 €        |
| Recettes de l'année                 | + 63 794,11 €        |
| Dépenses de l'année                 | - 120 983,61 €       |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>+ 37 285,94 €</b> |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>  |                      |
| Résultat d'investissement reporté   | + 434,39 €           |
| Recettes de l'année                 | + 24 543,71 €        |
| Dépenses de l'année                 | - 25 319,80 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 341,70 €</b>    |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b>      | <b>341,70 €</b>      |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- affecte au budget annexe des Haras la somme de 37 285,94 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté**

**- et reprend la somme de 341,70 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe des Haras.**

**BUDGET Annexe de COULONGES**

| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                      |
|-------------------------------------|----------------------|
| Résultat de fonctionnement reporté  | 0,00 €               |
| Recettes de l'année                 | + 720 995,15 €       |
| Dépenses de l'année                 | - 764 210,06 €       |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 43 214,91 €</b> |

| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b> |                      |
|------------------------------------|----------------------|
| Résultat d'investissement reporté  | - 403,01 €           |
| Recettes de l'année                | + 764 207,07 €       |
| Dépenses de l'année                | - 717 211,15 €       |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>       | <b>+ 46 592,91 €</b> |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>   | <b>+ 46 592,91 €</b> |

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :*

*- affecte au budget annexe de Coulonges la somme de 43 214,91 € au c/002 déficit de fonctionnement reporté*

*- et reprend la somme de 46 592,91 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de Coulonges conformément au compte de gestion.*

| <b>BUDGET Annexe du BERRY</b>       |                      |
|-------------------------------------|----------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                      |
| Résultat de fonctionnement reporté  | - 129 733,70 €       |
| Recettes de l'année                 | + 399 635,64 €       |
| Dépenses de l'année                 | - 311 444,76 €       |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 41 542,82 €</b> |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>  |                      |
| Résultat d'investissement reporté   | + 219 239,59 €       |
| Recettes de l'année                 | + 299 928,76 €       |
| Dépenses de l'année                 | - 442 330,46 €       |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>+ 76 837,89 €</b> |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>    | <b>76 837,89 €</b>   |

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :*

*- affecte au budget annexe du Berry la somme de 41 542,82 € au c/002 Déficit de fonctionnement reporté*

*- et reprend la somme de 76 837,89 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe du Berry.*

| <b>BUDGET Annexe de POIRSAC 3</b>   |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                  |
| Résultat de fonctionnement reporté  | - 59 561,15 €    |
| Recettes de l'année                 | + 574 448,13 €   |
| Dépenses de l'année                 | - 514 886,98 €   |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>0,00 €</b>    |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>  |                  |
| Résultat d'investissement reporté   | + 191 751,75 €   |
| Recettes de l'année                 | + 514 869,40 €   |
| Dépenses de l'année                 | - 706 638,73 €   |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 17,58 €</b> |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b>      | <b>- 17,58 €</b> |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 17,58 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de Poirsac III.**

| BUDGET Annexe de MONTRIEUX          |                     |
|-------------------------------------|---------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                     |
| Résultat de fonctionnement reporté  | + 0,00 €            |
| Recettes de l'année                 | + 225 912,23        |
| Dépenses de l'année                 | - 225 912,36 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 0,13 €</b>     |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>  |                     |
| Résultat d'investissement reporté   | - 31 571,78 €       |
| Recettes de l'année                 | + 257 300,98 €      |
| Dépenses de l'année                 | - 219 382,23 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>+ 6 346,97 €</b> |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>    | <b>+ 6 346,97 €</b> |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**  
**- affecte au budget annexe du Montrieux la somme de 0,13 € au c/002 Déficit de fonctionnement reporté**  
**- et reprend la somme de 6 346,97 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de Montrieux.**

| BUDGET Annexe de LA LANDE           |                     |
|-------------------------------------|---------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                     |
| Résultat de fonctionnement reporté  | - 0,00 €            |
| Recettes de l'année                 | + 926 742,68 €      |
| Dépenses de l'année                 | - 926 742,68 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>0,00 €</b>       |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>  |                     |
| Résultat d'investissement reporté   | - 191,00 €          |
| Recettes de l'année                 | + 918 262,63 €      |
| Dépenses de l'année                 | - 926 742,68 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>- 8 671,05 €</b> |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b>      | <b>- 8 671,05 €</b> |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 8 671,05 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de la Lande.**

| BUDGET Annexe de L'ORGERIE          |                |
|-------------------------------------|----------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b> |                |
| Résultat de fonctionnement reporté  | + 0,00 €       |
| Recettes de l'année                 | + 594 342,66 € |
| Dépenses de l'année                 | - 594 342,66 € |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>        | <b>0,00 €</b>  |

| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b> |                   |
|------------------------------------|-------------------|
| Résultat d'investissement reporté  | - 257,00 €        |
| Recettes de l'année                | + 594 352,66 €    |
| Dépenses de l'année                | - 594 342,66 €    |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>       | <b>- 247,00 €</b> |

|                                |                   |
|--------------------------------|-------------------|
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b> | <b>- 247,00 €</b> |
|--------------------------------|-------------------|

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 247,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de l'Orgerie.**

| <b>BUDGET Annexe de la ZA DEVELOPPEMENT DURABLE</b> |                |
|---|----------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>                 |                |
| Résultat de fonctionnement reporté                  | 0,00 €         |
| Recettes de l'année                                 | + 487 016,64 € |
| Dépenses de l'année                                 | - 487 016,64 € |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>                        | <b>0,00 €</b>  |

| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b> |                     |
|------------------------------------|---------------------|
| Résultat d'investissement reporté  | + 205 027,00 €      |
| Recettes de l'année                | + 485 615,64 €      |
| Dépenses de l'année                | - 692 043,64 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>       | <b>- 1 401,00 €</b> |

|                                 |                    |
|---------------------------------|--------------------|
| <b>DEFICIT DE FINANCEMENT :</b> | <b>- 1401,00 €</b> |
|---------------------------------|--------------------|

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 1 401,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de la ZA Développement Durable.**

#### **6 - Finances – Budget Primitif 2016- Budgets Annexes de zones – Adoptions**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

#### **M. BOURGUIN expose :**

Les budget annexes des 9 ZONES D'ACTIVITES 2016 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, sont présentés, après reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

| <u>LES HARAS</u>          | REPORTS     | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE     |
|---------------------------|-------------|------------------------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |             |                        |              |
| DÉPENSES                  |             | 157 285,94 €           | 157 285,94 € |
| RÉSULTAT 2015             | 37 285,94 € |                        | 157 285,94 € |
| RECETTES                  |             | 120 000,00 €           |              |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |             |                        |              |
| DÉPENSES                  |             | 0 €                    | 341,70 €     |
| RÉSULTAT 2015             | 341,70 €    |                        |              |

|          |  |          |          |
|----------|--|----------|----------|
| RECETTES |  | 341,70 € | 341,70 € |
|----------|--|----------|----------|

| <u>COULONGES</u>          | REPORTS     | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE    |
|---------------------------|-------------|------------------------|-------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |             |                        |             |
| DÉPENSES                  |             | 410,00 €               | 43 624,91 € |
| RÉSULTAT 2015             | 43 214,91 € |                        |             |
| RECETTES                  |             | 43 624,91 €            | 43 624,91 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |             |                        |             |
| DÉPENSES                  |             | 46 592,91 €            | 46 592,91 € |
| RÉSULTAT 2015             | 46 592,91 € |                        | 46 592,91 € |
| RECETTES                  |             | 0 €                    |             |

| <u>LE BERRY</u>           | REPORTS     | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE     |
|---------------------------|-------------|------------------------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |             |                        |              |
| DÉPENSES                  |             | 100 160,00 €           | 141 702,82 € |
| RÉSULTAT 2015             | 41 542,82 € |                        |              |
| RECETTES                  |             | 141 702,82 €           | 141 702,82 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |             |                        |              |
| DÉPENSES                  |             | 76 837,89 €            | 76 837,89 €  |
| RÉSULTAT 2015             | 76 837,89 € |                        |              |
| RECETTES                  |             | 0 €                    |              |

| <u>POIRSAC 3</u>          | REPORTS | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE    |
|---------------------------|---------|------------------------|-------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |         |                        |             |
| DÉPENSES                  |         | 25 108,00 €            | 25 108,00 € |
| RÉSULTAT 2015             | 0 €     |                        | 25 108,00 € |
| RECETTES                  |         | 25 108,00 €            |             |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |         |                        |             |
| DÉPENSES                  |         | 0 €                    | 17,58 €     |
| RÉSULTAT 2015             | 17,58 € |                        |             |
| RECETTES                  |         | 17,58 €                | 17,58 €     |

| <u>MONTRIEUX</u>          | REPORTS | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE   |
|---------------------------|---------|------------------------|------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |         |                        |            |
| DÉPENSES                  |         | 2 120,00 €             | 2 120,13 € |
| RÉSULTAT 2015             | 0,13 €  |                        |            |



|                          |            |            |            |
|--------------------------|------------|------------|------------|
| RECETTES                 |            | 2 120,13 € | 2 120,13 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT |            |            |            |
| DÉPENSES                 |            | 6 346,97 € | 6 346,97 € |
| RÉSULTAT 2015            | 6 346,97 € |            | 6 346,97 € |
| RECETTES                 |            | 0 €        |            |

| <u>LA LANDE</u>           | REPORTS    | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE   |
|---------------------------|------------|------------------------|------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |            |                        |            |
| DÉPENSES                  |            | 200,00 €               | 200,00 €   |
| RÉSULTAT 2015             | 0 €        |                        | 200,00 €   |
| RECETTES                  |            | 200,00 €               |            |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |            |                        |            |
| DÉPENSES                  |            | 0 €                    | 8 671,05 € |
| RÉSULTAT 2015             | 8 671,05 € |                        |            |
| RECETTES                  |            | 8 671,05 €             | 8 671,05 € |

| <u>L'ORGERIE</u>          | REPORTS  | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE |
|---------------------------|----------|------------------------|----------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |          |                        |          |
| DÉPENSES                  |          | 260,00 €               | 260,00 € |
| RÉSULTAT 2015             | 0 €      |                        | 260,00 € |
| RECETTES                  |          | 260,00 €               |          |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |          |                        |          |
| DÉPENSES                  |          | 0 €                    | 247,00 € |
| RÉSULTAT 2015             | 247,00 € |                        |          |
| RECETTES                  |          | 247,00 €               | 247,00 € |

| <u>ZONE<br/>D'ACTIVITES<br/>DEVELOPPEMENT<br/>DURABLE</u> | REPORTS    | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE   |
|---|------------|------------------------|------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT                                 |            |                        |            |
| DÉPENSES  |            | 5 835,00€              | 5 835,00 € |
| RÉSULTAT 2015   | 0 €        |                        | 5 835,00 € |
| RECETTES  |            | 5 835,00 €             |            |
| SECTION D'INVESTISSEMENT                                  |            |                        |            |
| DÉPENSES  |            | 0 €                    | 1 401,00 € |
| RÉSULTAT 2015   | 1 401,00 € |                        |            |

|          |  |            |            |
|----------|--|------------|------------|
| RECETTES |  | 1 401,00 € | 1 401,00 € |
|----------|--|------------|------------|

| LE HORPS                  | REPORTS | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE    |
|---------------------------|---------|------------------------|-------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |         |                        |             |
| DÉPENSES                  |         | 81 000,00 €            | 81 000,00 € |
| RECETTES                  |         | 81 000,00 €            | 81 000,00 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |         |                        |             |
| DÉPENSES                  |         | 0 €                    | 0 €         |
| RECETTES                  |         | 0€                     | 0 €         |

Le contenu des budgets des zones d'activités vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**M. POIRRIER** : " On ne voit pas où les zones se situent."

*Après présentation du rapport et des documents de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2016, les budgets annexes des zones des Haras, de Coulonges, du Berry, de Poirsac 3, de Montrieux, de La Lande, de l'Orgerie et de la zone d'activités Développement Durable, du Horps, tel qu'ils sont présentés.*

**7 - Finances : Budget Primitif 2016 – Budget Annexe SPANC – Résultats 2015 – Reprise anticipée**  
*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avr*

**M. BOURGUIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

| RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat) |                      |
|---|----------------------|
| BUDGET Annexe du SPANC EX CCPM et CCHL        |                      |
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>           |                      |
| Résultat de fonctionnement reporté            | + 55 249,35 €        |
| Recettes de l'année                           | + 82 558,99 €        |
| Dépenses de l'année                           | - 84 366,11 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>                  | <b>+ 53 442,23 €</b> |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>            |                      |
| Résultat d'investissement reporté             | + 6 542,08€          |
| Recettes de l'année                           | + 682,66 €           |
| Dépenses de l'année                           | - 0,00 €             |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>                  | <b>+ 7 224,74 €</b>  |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- affecte au budget annexe 2016 du Spanc la somme de 53 442,23 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté**

**- et reprend la somme de 7 224,74 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe du Spanc 2016.**

**8 - Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe du SPANC – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BOURGUIN expose :**

Le budget annexe SPANC 2016 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

Comptes 2015 Commune de ...

|                          | REPORTS      | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE     |
|--------------------------|--------------|------------------------|--------------|
| SECTION D'EXPLOITATION   |              |                        |              |
| DÉPENSES                 |              | 125 430,23 €           | 125 430,23 € |
| RÉSULTAT 2015            | 53 442,23 €  |                        | 125 430,23 € |
| RECETTES                 |              | 71 988,00 €            |              |
| SECTION D'INVESTISSEMENT |              |                        |              |
| DÉPENSES                 |              | 127 390,74 €           | 127 390,74 € |
| RÉSULTAT 2015            | + 7 224,74 € |                        | 127 390,74 € |
| RECETTES                 |              | 120 166,00 €           |              |

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2016, le budget annexe du SPANC tel qu'il est présenté.**

**9 - Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Prestations de services – Résultats 2015- Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. SONNET expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

**RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat)**

| <b>BUDGET Annexe PRESTATIONS DE SERVICE</b> |                |
|---|----------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>         |                |
| Résultat de fonctionnement reporté          | + 254 105,63 € |

|                              |                       |
|------------------------------|-----------------------|
| Recettes de l'année          | + 533 648,29 €        |
| Dépenses de l'année          | - 598 558,59 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b> | <b>+ 189 195,33 €</b> |

|                                    |                      |
|------------------------------------|----------------------|
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b> |                      |
| Résultat d'investissement reporté  | + 59 467,62 €        |
| Recettes de l'année                | + 52 959,08 €        |
| Dépenses de l'année                | - 78 783,12 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>       | <b>+ 33 643,58 €</b> |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>   | <b>33 643,58 €</b>   |
| <b>DISPONIBLE :</b>                | <b>189 195,33 €</b>  |

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :*

- affecte au budget annexe Prestations de service 2016 la somme de 189 195,33 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- reprend la somme de 33 643,58€ au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget Prestations de service 2016.

**10 - Finances – Budget Primitif 2016- Budget Annexe Prestations de services – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. SONNET expose :**

Le budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES 2016 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

|                           | REPORTS      | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE     |
|---------------------------|--------------|------------------------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |              |                        |              |
| DÉPENSES                  |              | 677 195,33 €           | 677 195,33 € |
| RÉSULTAT 2015             | 189 195,33 € |                        | 677 195,33 € |
| RECETTES                  |              | 488 000,00 €           |              |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  |              |                        |              |
| DÉPENSES                  |              | 223 200,00 €           | 223 200,00 € |
| RÉSULTAT 2015             | 33 643,58    |                        | 223 200,00 € |
| RECETTES                  |              | 189 556,42 €           |              |

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

*Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2016, le budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES tel qu'il est présenté.*

**11 - Finances - Budget Primitif 2016- Budget Annexe ex CCPM Redevance Incitative – Résultat 2015- Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**Mme MORIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

### RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat)

| BUDGET Annexe EX CCPM REDEVANCE INCITATIVE |                       |
|--|-----------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>        |                       |
| Résultat de fonctionnement reporté         | + 42 008,07 €         |
| Recettes de l'année                        | + 2 929 182,94 €      |
| Dépenses de l'année                        | - 2 816 714,87 €      |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>               | <b>+ 154 476,14 €</b> |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>         |                       |
| Résultat d'investissement reporté          | + 414 934,87 €        |
| Recettes de l'année                        | + 828 532,81 €        |
| Dépenses de l'année                        | - 528 536,62 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>               | <b>+ 714 931,06 €</b> |
| Restes à réaliser dépenses                 | - 245 759,12€         |
| Restes à réaliser recettes                 |                       |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>           | <b>+ 469 171,94 €</b> |

**M. ANGOT** regrette que la CRC n'ait jamais voulu admettre cet excédent.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- affecte au budget annexe déchets ménagers la somme de 154 476,14 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 714 931,06 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget déchets ménagers.

**12 - Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe ex CCHL Ordures Ménagères – Résultats 2015 – Reprise Anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**Mme MORIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2016, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 qui se présente comme suit :

### RESULTATS 2015 (avec affectation au résultat)

| BUDGET Annexe EX CCHL ORDURES MENAGERES |                       |
|---|-----------------------|
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>     |                       |
| Résultat de fonctionnement reporté      | + 152 513,53 €        |
| Recettes de l'année                     | + 649 034,71 €        |
| Dépenses de l'année                     | - 616 236,20 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>            | <b>+ 185 312,04 €</b> |

|                                    |                      |
|------------------------------------|----------------------|
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b> |                      |
| Résultat d'investissement reporté  | - 48 427,92 €        |
| Recettes de l'année                | + 95 501,08 €        |
| Dépenses de l'année                | - 58 318,38 €        |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>       | <b>- 11 245,22 €</b> |

|                                |                    |
|--------------------------------|--------------------|
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b> | <b>11 245,22 €</b> |
|--------------------------------|--------------------|

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- affecte au budget annexe déchets ménagers la somme de 174 066,82 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget annexe déchets ménagers est de 11 245,22 €
- et reprend la somme de 11 245,22 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget déchets ménagers.

**13 - Finances – Budget Primitif 2016 – Budget Annexe des Dechets Ménagers – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**Mme MORIN expose :**

Le budget annexe DECHETS MENAGERS 2016 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

|                          | REPORTS        | INSCRIPTIONS NOUVELLES | ENSEMBLE       |
|--------------------------|----------------|------------------------|----------------|
| SECTION D'EXPLOITATION   |                |                        |                |
| DÉPENSES                 |                | 3 857 062,96 €         | 3 857 062,96 € |
| RÉSULTAT 2015            | 328 542,96 €   |                        | 3 857 062,96 € |
| RECETTES                 |                | 3 528 520,00 €         |                |
| SECTION D'INVESTISSEMENT |                |                        |                |
| DÉPENSES                 | 245 759,12 €   | 1 230 356,68 €         | 1 487 361,02€  |
| RÉSULTAT 2015            | - 11 245,22 €  |                        |                |
| RÉSULTAT 2015            | + 714 931,06 € |                        | 1 487 361,02€  |
| RECETTES                 |                | 772 429,96 €           |                |

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2016, le budget annexe DECHETS MENAGERS tel qu'il est présenté.**

**M. PAILLASSE expose :**

Depuis les transferts de compétences opérés en 2003, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne intervient dans la politique de développement du cinéma en soutenant financièrement l'association Atmosphères 53. Cette convention est arrivée à échéance au 31 décembre 2015.

Dans le cadre de la réflexion sur la gestion du cinéma et de la réécriture du projet culturel, il vous est proposé de reconduire, sous la forme actuelle, avec l'Association Atmosphère 53, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2016.

D'autre part, dans le cadre des travaux de restructuration et rénovation du cinéma Le Vox, le cinéma sera fermé du 1<sup>er</sup> septembre 2016 à juin 2017.

Pour rappel : Atmosphère 53 propose dans le cadre de ses activités des séances de diffusion au cinéma dans le cadre :

- du Festival les Reflets
- Cinéma et santé
- Ciné enfants (4 004 enfants de la CCPM)
- Ciné Lycéens
- Lycéens et apprentis au cinéma
- collège au cinéma
- une programmation diverses.

La fermeture du cinéma inquiète l'association dans la mesure où toutes ces activités sont compromises ce qui induit une baisse de recettes conséquente pour l'association.

L'association a donc pris différents contacts afin de pouvoir maintenir une activité de diffusion cinématographique sur le territoire pendant la fermeture du cinéma. Elle a donc contacté une association de la Sarthe qui pratique le Cinéma Itinérant avec le matériel approprié (projecteur). Cette location a un coût à savoir 300 € par séance. Elle a également contacté le CHNM afin de disposer d'une salle de diffusion adéquate (capacité de 200 places). Pour cette dernière, il reste à régler des soucis de son et de câblage.

Atmosphère 53 souhaite donc conserver une diffusion identique à celle d'aujourd'hui et nous fait la proposition suivante :

| Opérations                  | Nombre de séances | Coût séances | Nombre d'entrée estimé | Prix vente Billet en € | Recettes | Reste à charge en € TTC |
|-----------------------------|-------------------|--------------|------------------------|------------------------|----------|-------------------------|
| Reflets                     | 40                | 12 000       | 1500                   | 5                      | 7 500    | 4 500                   |
| Cinéma et santé             | 3                 | 900          | 150                    | 5                      | 750      | 150                     |
| Ciné enfants                | 40                | 12 000       | 2700                   | 3,50                   | 9 450    | 2 550                   |
|                             | 30                | 9000         | 2100                   | 3,50                   | 7 350    | 1 650                   |
| Ciné Lycéens                | 12                | 3600         | 728                    | 3,50                   | 2 548    | 1 052                   |
| Lycéens et apprentis cinéma | 8                 | 2400         | 432                    | 3,50                   | 1 512    | 888                     |
| Collège au cinéma           | 10                | 3000         | 870                    | 2,50                   | 2 175    | 825                     |
| Autres programmations       | 35                | 10 500       | 1600                   | 5                      | 8 000    | 2 500                   |
|                             |                   |              |                        |                        |          | 14 115                  |

Suite à ces estimations, l'association sollicite, en plus de sa subvention annuelle (30 996 €) la collectivité pour une subvention exceptionnelle de 14 115 €.

Au regard à la fois du projet culturel qui met l'accent sur l'éducation artistique et culturel et des contraintes budgétaires qui sont les nôtres, il vous est proposé non pas de conserver la totalité de l'offre cinématographique proposée par Atmosphère 53 mais de privilégier l'offre scolaire durant la fermeture du cinéma.

D'une part, une attention particulière est portée à l'opération Lycéens et apprentis cinéma, option portée par le Lycée Lavoisier et pour laquelle un cahier des charges spécifique doit être respecté avec une programmation tout au long de l'année scolaire.

D'autre part, sur les deux opérations destinées aux écoles maternelles et primaires, il vous est proposé de

conserver l'opération ciné enfants de l'automne et de supprimer celle de printemps moins fréquentée par les écoles. Enfin, le CNC (centre national du cinéma et de l'image animée) s'est montré sensible à la poursuite du festival Les reflets pendant la fermeture du cinéma.

| Opérations                  | Nombre de séances | Coût séances | Nombre d'entrée estimé | Prix vente Billet en € | Recettes | Reste à charge en € TTC |
|-----------------------------|-------------------|--------------|------------------------|------------------------|----------|-------------------------|
| Ciné enfants                | 40                | 12 000       | 2700                   | 3,50                   | 9 450    | 2 550                   |
| Ciné Lycéens                | 12                | 3600         | 728                    | 3,50                   | 2 548    | 1 052                   |
| Lycéens et apprentis cinéma | 8                 | 2400         | 432                    | 3,50                   | 1 512    | 888                     |
| Collège au cinéma           | 10                | 3000         | 870                    | 2,50                   | 2 175    | 825                     |
| Reflets                     | 40                | 12 000       | 1 500                  | 5                      | 7500     | 4 500                   |
|                             |                   |              |                        |                        |          | 9 815 €                 |

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse une subvention exceptionnelle de 9 815 € à Atmosphères 53 en sus de la subvention annuelle 2016 d'un montant de 30 066 € (moins 3 % par rapport à 2015), ce qui porterait la subvention totale à 39 881 €.**

#### **15 - Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2015**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

#### **M. RAILLARD expose :**

Vu les délibérations du 11 décembre 2014 de la communauté de communes du Pays de Mayenne et du 18 décembre 2014 de la Ville de Mayenne relatives à la convention de mise à disposition de services entre ces deux collectivités et l'avenant en date du 17 décembre 2015 ,

Considérant l'activité des services concernés sur l'année 2015.

**M. ANGOT :** " J'imagine qu'il n'y aura pas l'unanimité sur cette question. Je le répète, la porte des négociations et du contrôle est parfaitement ouverte, je n'ai aucun soucis sur ce sujet."

**M. RAILLARD :** " Nous veillerons à ce qu'il y ait une parfaite transparence."

**M. ANGOT :** " Tu as pu te rendre compte, au travers des visites des services, que ce n'est pas toujours très simple."

**M. BRODIN :** " Pas simple c'est sûr mais ce qui m'est un peu resté en travers, c'est pour le recrutement du poste pour les économies d'énergie. Le poste est à 20 % pour la Communauté de Communes et 80 % pour la Ville de Mayenne. On m'a répondu que légalement il fallait que ce soit attribué à la Communauté. Ce n'est pas vrai, on met le poste où on le souhaite."

**M. BOURGUIN :** " Effectivement, c'est peut-être moi qui ait dit ça la dernière fois. C'était une préconisation qui n'a pas été retenue dans les textes. Normalement, dans la loi, dans le cadre d'une mutualisation, on devait obligatoirement faire Communauté vers la Ville. On devait même interdire dans l'autre sens. La loi a été amendée. Par contre, il est toujours conseillé que lorsqu'il y a partage de personnel, que l'embauche se fasse sur la Communauté de Communes. Après, on revient sur la transparence."

**M. ANGOT :** " Il faut faire confiance. Je veux insister sur cette volonté d'être rigoureux et de ne pas tricher comme vous avez pu le laisser dire."

**M. BOURGUIN :** " Dans l'ancien rapport de la cour des comptes, elle avait demandé plus de transparence. Je rejoins Jean-Paul Lesaint, le jour où on va être totalement transparent, je crains que ce soit la Communauté qui soit perdante."

**M. ANGOT :** " J'en suis persuadé aussi."

**M. DELAHAYE :** " Ce n'est pas possible, regardez les chiffres. Quand on voit les évolutions de frais de personnel



sur Mayenne par rapport à ceux de la Communauté, je ne dis pas que c'est fait sciemment mais automatiquement on ne peut que penser qu'il y a un déversement. Il faut reprendre les chiffres."

**M. BOURGUIN** : " Il y a deux choses. Je parle des mutualisations et pas des transferts de compétence car ce n'est pas pareil. Les mutualisations sont faites sur les coûts réels. "

**M. ANGOT** : " La ville de Mayenne a une stabilité car elle a décidé, dans certains cas, de ne plus faire de remplacements. Les remplacements automatiques sont supprimés."

**M. BRODIN** : " C'est le Maire de Mayenne qui parle, le Président de la Communauté de Communes pourrait avoir le même objectif."

**M. DELAHAYE** : " Il y a un problème de vitesse entre la Ville et la Communauté."

**M. BOURGUIN** : " A un moment on est à une pyramide des âges avec une moyenne assez élevée et qui vont partir à la retraite. La collectivité qui a ces personnels va voir, à un moment donné, ses charges d'effondrer. Par contre, l'attribution de compensation ne va pas bouger. La collectivité qui transfère son personnel va voir son attribution de compensation diminuer pour le montant réel mais quand les personnes partent à la retraite et sont remplacées par des jeunes, la collectivité qui a récupéré le personnel ne voit pas son attribution de compensation diminuer."

**M. ANGOT** : " Je suis malheureux d'entendre cette suspicion."

**M. DELAHAYE** : " Non, c'est de la mécanique mathématique."

**M. ANGOT** : " Si, c'est de la suspicion."

**M. LESAINT** : " Tel que vous l'avez présenté, en vous référant à la synthèse de la chambre régionale des comptes, vous avez dit que c'était curieux de voir que la ville de Mayenne se portait plutôt bien et que la Communauté de Communes se portait plutôt moins bien. Vos propos étaient sans équivoque. C'était vraiment "on se demande si Mayenne n'en profite pas ?"

**M. DELAHAYE** : " Relisez le rapport de la CRC."

**M. LESAINT** : " Elle ne dit pas ça. Elle dit que c'est difficilement lisible. Elle ne dit pas que la Ville de Mayenne se défait sur la Communauté de Communes. Quant à dire qu'on le fait peut-être inconsciemment, non non, on le fait tout à fait consciemment, on essaye de tromper la Communauté de Communes."

**M. ANGOT** : " On arrête le débat."

**M. DELAHAYE** : " Non. Pour répondre à M. LESAINT, car il faut quand même lire, c'est noté "*l'analyse de l'une ne peut d'ailleurs être complète sans celle de l'autre tant les remboursements de personnels mis à disposition sont déterminants.*"

**M. LESAINT** : " Ca veut dire quoi ? Je vous donne un exemple : que doivent penser les communes de la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier qui ont transféré l'intégralité de leur personnel ? Ce sera sûrement le cas un jour ici aussi."

**M. DELAHAYE** : " Oui mais je pense que ça clarifie les choses aussi. Soit le personnel est complètement Communauté de Communes soit il est Ville."

**M. LESAINT** : " Que vous vouliez des explications je trouve ça tout à fait normal mais la façon dont vous vous êtes exprimé, c'était inacceptable."

**M. DELAHAYE** : " On a quand même encore le droit de s'exprimer donc ça c'est acceptable."

**M. LESAINT** : " Je vous parle de la façon dont vous vous êtes exprimé, c'était inacceptable et je me suis senti directement visé en tant qu'adjoint aux ressources humaines et finances à la ville de Mayenne. Je n'ai jamais eu l'impression de tricher ou de tromper la Communauté de Communes."

**M. DELAHAYE** : " Je suis désolé de m'intéresser au sujet."

**M. LESAINT** : " Je ne vous reproche pas de vous y intéresser, je vous reproche d'être suspicieux."

**M. BRODIN** : " Ce qu'il exprime, c'est la suspicion qu'il a lu."

**M. ANGOT** : " C'est terminé."

**M. DELAHAYE** : " On n'a pas le droit d'être suspicieux, on n'a pas le droit de poser des questions, on a le droit de rien faire. Du coup, vous avez des élus qui ne viennent plus ici."

**M. ANGOT** : " Alors plus personne ne va venir, il ne faut pas exagérer."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. BRODIN, M. DELAHAYE et Mme GONTIER ayant voté contre) fixe les montants de remboursement entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté conformément aux pourcentages de temps de travail effectif de chaque agent. A ce titre, la Ville de Mayenne doit rembourser à Mayenne Communauté 548 889 € et Mayenne Communauté est redevable de 150 425 € à la Ville de Mayenne.**

## **16 - Évaluation 2015 et orientations 2016 schéma de mutualisation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. RAILLARD expose :**

### **Le schéma de mutualisation adopté pour 2015**

La loi "Réforme des Collectivités Territoriales" du 16 décembre 2010 et la loi "Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles" du 28 janvier 2014 ont instauré les schémas de mutualisation. Obligatoire dans chaque EPCI depuis Mars 2015, le schéma retrace l'ensemble des mutualisations existantes, formalisées ou non, et fixe les perspectives de mutualisations à développer sur la durée du mandat. Le schéma est ensuite évalué chaque année sur ses objectifs atteints. Un coefficient de mutualisation sera déterminé au vu des gains financiers réalisés, qui modulera le montant de DGF de l'EPCI (décret attendu pour précisions).

En 2014, la CCPM et la CCHL ont élaboré leur schéma conjointement afin de préserver la cohérence des deux schémas tant dans la démarche que dans ses fondements. L'objectif était de pouvoir fondre les deux schémas en un seul à l'issue de la fusion.

Avec la perspective de la fusion, les deux conseils communautaires ont dans un premier temps souhaité retenir un schéma réaliste (délibérations du 17/12/2014 pour la CCHL et du 26/02/2015 pour la CCPM), les ambitions devant être à adapter au contexte local après 2016. Les orientations du schéma ont été définies comme suit :

#### **1. 2015 : validation d'un schéma pour chacun des deux EPCI avec trois priorités :**

les groupements de commande : mutualisation la plus facile à mettre en place et avec un retour sur investissement mesurable à court terme.

la gestion des remplacements de personnel : la gestion des ressources humaines des Communes présente des difficultés en matière de remplacements (les TAP par exemple), de gestion des compléments de temps de travail et d'anticipation des départs à la retraite. S'il ne s'agit pas d'assurer la gestion des RH des Communes, la création d'une base de données commune devient incontournable.

la mise en commun d'équipements : mises en communs et devenir un appui sur la méthode par la mise à disposition de conventions types ou encore de conseil en matière de procédure.

#### **2. 2016 : avec la fusion des deux EPCI, les transferts de compétences sinon la création de services communs.**

#### **3. à compter de 2017 : finaliser l'état des lieux des mutualisations avec les associations, le Conseil départemental... et définir de nouvelles orientations.**

Article L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales : Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une

## **Bilan de l'année 2015**

L'année 2015 a été marquée par la préparation de la fusion et l'investissement conséquent fourni par les services, aux côtés du lancement de projets d'investissements majeurs (projets pôle de santé, centre aquatique, cinéma, gendarmerie, espace jeunes...).

Parallèlement aux contraintes budgétaires de nos collectivités et aux perspectives financières préoccupantes, nous manquons de lisibilité vis-à-vis du futur budget de Mayenne Communauté, de ses compétences et sur la mutualisation des services.

Cette situation incertaine ne permettait pas d'engager des moyens supplémentaires en 2015 pour assurer les objectifs du schéma. Les services ayant été fortement mobilisés sur la fusion et les projets, seuls quelques groupements de commandes ont pu être réalisés conjointement avec les Communes (détecteurs de fumée, matériel informatique et point-à-temps). Les autres priorités du schéma n'ont pas pu être réalisées.

Pour autant, il a été créé en 2015 un service commun mutualisé pour l'instruction des actes d'urbanisme. 2 agents instructeurs ont été transférés de la Ville de Mayenne à la Communauté et 14 Communes adhèrent à ce service par voie de convention.

Le service intercommunal réalisant des prestations de voirie pour le compte des Communes s'est également développé. Alors que 6 Communes adhéraient à ce service lors de sa création, elles sont au nombre de 13 aujourd'hui.

## **Orientations à compter de 2016**

Suite à la fusion, à une meilleure lecture aujourd'hui des enjeux de mutualisations du territoire et aux nombreuses sollicitations des Communes, le schéma de mutualisation fait partie des priorités de Mayenne Communauté en 2016.

En cohérence avec les orientations du schéma de mutualisation, il est envisagé dès 2016 d'étendre le service prestations voirie à d'autres Communes. Il est aussi prévu d'étudier pour 2017 l'augmentation du nombre de Communes adhérant au service commun d'application du droit des sols. Par ailleurs, du fait de transferts de compétences avec la fusion, un service commun animation jeunesse a été constitué en début d'année sur 13 Communes du territoire. La création d'un deuxième service commun jeunesse est également à l'étude pour 2016.

La Commission Relations Internes nouvellement élue s'est saisie des enjeux du schéma. Elle souhaite renforcer les mutualisations existantes voire en créer de nouvelles et a constitué un groupe de travail spécifique à cette thématique. Sur avis de la commission relations internes et du bureau, il est proposé :

- la poursuite par Mayenne Communauté des orientations du schéma de mutualisation validé en 2015,
- de prendre l'attache d'autres territoires pour un retour d'expérience sur les mutualisations réalisées,
- l'élaboration d'une cartographie des métiers et des compétences des agents du territoire afin d'étudier les possibilités de mutualisations avec des Communes volontaires sur des remplacements, des missions spécifiques, des reclassements... entre Communes et/ou avec la Communauté,
- l'engagement de moyens supplémentaires ou d'une prestation extérieure sur des missions mutualisées entre Communes et Communauté (acquisition d'un système de gestion des plannings dans les écoles, de logiciels de suivi ALSH, groupements de commandes sur les contrôles techniques...) moyennant un financement des Communes,
- la poursuite du transfert des services de la Ville de Mayenne vers Mayenne Communauté.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'évaluation et les orientations du schéma de mutualisation.***

**17 - Règlement intérieur de Mayenne Communauté**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. RAILLARD expose :**

Conformément à l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les collectivités de 3 500 habitants et plus, le conseil établit son règlement intérieur dans les six premiers mois de son installation. Le règlement intérieur peut être déféré devant le Tribunal Administratif.

Les modalités de fonctionnement du conseil de communauté et les conditions de publicité de ses délibérations sont fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales et les dispositions du présent règlement.

Figurent donc dans ce règlement intérieur :

- en caractères italiques, les dispositions du Code général des collectivités territoriales avec référence des articles
- en caractères droits, les dispositions propres au règlement intérieur.

#### **Chapitre premier : Les travaux préparatoires**

p.2

Article 1 : Composition du conseil communautaire  
Article 2 : Suppléance et remplacement  
Article 3 : Périodicité des séances  
Article 4 : Ordre du jour  
Article 5 : Convocations  
Article 6 : Accès aux dossiers

Article 7 : Questions écrites  
Article 8 : Questions orales  
Article 9 : Fonctionnement des commissions  
Article 10 : Commissions d'appels d'offres  
Articles 11 : le bureau

#### **Chapitre deuxième : La tenue des séances du conseil de communauté**

p.7

Article 12 : Présidence  
Article 13 : Accès et tenue du public  
Article 14 : Police de l'Assemblée  
Article 15 : Quorum

Article 16 : Pouvoirs – Procurations  
Article 17 : Secrétaires de séance  
Article 18 : Personnel et intervenants extérieurs

#### **Chapitre troisième : Les débats et le vote des délibérations**

p.9

Article 19 : Déroulement de la séance  
Article 20 : Débats ordinaires  
Article 21 : Rapport d'orientation budgétaire  
Article 22 : Vote du budget  
Article 23 : Suspensions des séances  
Article 24 : Amendements

Article 25 : Question préalable  
Article 26 : Clôture de toute discussion  
Article 27 : Votes  
Article 28 : Enregistrement des débats  
Article 29 : Séance à huis clos  
Article 30 : Consultation des électeurs

#### **Chapitre quatrième : Comptes-rendus des débats et des décisions**

p.13

Article 31 : Procès-verbaux - Registre des délibérations  
Article 32 : Comptes-rendus

Article 33 : Publication des délibérations  
Article 34 : Documents budgétaires

#### **Chapitre cinquième : Dispositions diverses**

p.16

Article 35 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs  
Article 36 : Retrait d'une délégation à un vice-président  
Article 37 : Application du règlement  
Article 38 : Modification du règlement

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce règlement intérieur.***

**18 - Culture – Convention Entrelacés – Subvention 2016**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

#### **Mme THELIER expose :**

Considérant l'engagement de Mayenne Communauté dans le cadre de son projet culturel de renforcer la cohérence de l'offre culturelle présente sur le territoire en s'appuyant sur une mise en réseau des différents acteurs culturels et sociaux, sur la volonté de soutenir la création en se tournant vers les nouvelles disciplines en plaçant l'exigence artistique au coeur de la démarche, sur le souhait de faire de la médiation une priorité de la politique culturelle afin de toucher le plus grand nombre.

Considérant la volonté de :

- développer un projet commun ambitieux pour la totalité du territoire
- mettre en cohérence les pratiques de chacun et développer la mutualisation des compétences et des moyens
- rechercher une complémentarité entre acteurs en évitant les juxtapositions d'événements et de fonctionnement
- rechercher une appropriation du projet artistique par les habitants (voire l'appropriation de l'action culturelle) quelque soit le lieu ou le porteur de projet

- accompagner les initiatives locales et la dynamique du bénévolat très présente sur le territoire, notamment à travers le soutien aux festivals.

Considérant les projets proposés par l'association Les Entrelacés dont l'objectif est d'ouvrir la culture au plus grand nombre, de développer un projet culturel complémentaire à l'offre existante en particulier dans la programmation de spectacles de rue, en favorisant la rencontre entre publics et artistes.

Il vous est proposé, comme le prévoit nos statuts, d'apporter un soutien financier et logistique à l'association Les Entrelacés pour ses animations culturelles dont son festival Les Entrelacés. A cet effet, il est nécessaire de signer une convention déclinant les objectifs et les moyens fixés à l'association.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse aux Entrelacés une subvention d'un montant de 30 000 € pour l'exercice 2016.***

#### **19 - Culture – Avenant Convention Foin de la Rue – Subvention 2016**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

##### **Mme MONSIMIER expose :**

Par délibération du 27 février 2014, la Communauté de Communes renouvelle la convention signée en 2011, une convention triennale avec l'association Au Foin de la Rue pour son festival les Foins d'Hiver avec une subvention de 10 000 € versée chaque année.

Pour mémoire, l'association organise le Festival Les Foins d'Hiver et mène mener sur le territoire de la Communauté de Communes des actions de médiations culturelles (conférence, concert) en partenariat avec la médiathèque et les studios de musique actuelle.

Dans le cadre de la participation des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, il a été demandé aux services comme aux associations de faire des propositions de budgets en diminution de 10 % dès 2015, effort à poursuivre en 2016 avec une diminution à hauteur de 3 %.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide par avenant l'ajustement de la subvention en la fixant à 8 730 € au titre de l'année 2016.***

#### **20 - Culture – Avenant Convention Théâtre Dû – Subvention 2016**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

##### **Mme SOULARD expose :**

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil a autorisé la signature d'une convention avec l'association Théâtre Dû d'une durée de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2016, fixant le montant de la subvention annuelle à 15 000 €. Dans le cadre de la participation des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, il a été demandé aux services comme aux associations de faire des propositions de budgets en diminution de 10 % dès 2015, effort à poursuivre en 2016 avec une diminution de 3 %.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide par avenant l'ajustement de la subvention en la fixant à 13 106 € au titre de 2016.***

#### **21 - Ressources humaines - Création d'un poste adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe service assainissement non collectif**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

##### **M. BOURGUIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ de l'agent en contrat d'avenir qui occupait le poste de contrôleur SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif),

Considérant que le nombre de contrôles réalisés est inférieur aux prévisions attendues. En effet, avec une périodicité de 5 ans et un parc de 3 000 installations, il faudrait au minimum réaliser 500 contrôles par an. Il est important d'atteindre cet objectif puisque l'équilibre financier du service repose principalement sur ces contrôles.

En 2015, le nombre de 500 contrôles périodiques n'a pas été atteint pour différentes raisons :

- les difficultés du recrutement du contrat d'avenir en 2014 ont retardé le lancement du 1<sup>er</sup> cycle de contrôles périodiques
- le besoin de formation en ANC de la contrôleuse en Contrat d'Avenir a freiné, au moins dans un premier temps, le rythme de réalisation des contrôles
- les demandes en formation hors ANC de la contrôleuse en contrat d'avenir (ex : BAFA) ont également freiné le rythme de réalisation des contrôles
- le fort taux de non réponse aux courriers de visite
- les dysfonctionnements du logiciel (rapport de visite et facturation).

Considérant la fusion entre les deux communautés de communes, la charge de travail du service va s'accroître. Si la convention signée pour 4 ans avec le SIAEPAC de la Fontaine-Rouillé pour réaliser les contrôles sur les communes de l'ex-CCHL va limiter l'augmentation de la charge de travail, le besoin de coordination avec le SIAEPAC va générer de fait une augmentation de la charge administrative.

Considérant le contexte et afin de maintenir un niveau de service équivalent (SPIC en régie) le remplacement du poste de contrôleur SPANC laissé vacant est nécessaire.

***Considérant les difficultés rencontrées lors du dernier recrutement pour trouver un contrat Emploi d'avenir compétent dans le domaine de l'assainissement non collectif, le recrutement d'un contrôleur, adjoint technique SPANC et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la création d'un emploi d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016.***

Ce poste sera financé par l'augmentation du rythme de contrôles périodiques (objectif de 500 à 550 contrôles périodiques par an).

**22 - Service Prestations – Convention entre Mayenne et 2 nouvelles Communes pour les années 2016 à 2019**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

#### **M. SONNET expose :**

Depuis la dissolution du SIVM de Mayenne Est, la Communauté de Communes a repris les missions du service depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

En effet, le Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que l'arrêt du 9 juin 2009 de la Cour de Justice des Communautés Européennes reconnaissent qu'un contrat de prestation de services conclu dans le cadre d'une démarche intercommunale échappe à l'application des procédures de passation des marchés publics.

Une convention de prestations de services puis un avenant ont été conclus entre la Communauté de Communes et les Communes d'Aron, Jublains, La Bazoge Montpinçon, Mayenne, Moulay et Saint Fraimbault de Prières pour les années 2011 à 2015. Ces 6 Communes se sont de nouveau engagées pour les années 2016 à 2019.

Depuis plusieurs années, une réflexion est engagée sur l'avenir du service et notamment sur une éventuelle extension des prestations à de nouvelles Communes en dehors des 6 adhérentes. Parallèlement à cette demande d'extension de périmètre d'interventions, la plupart des Communes adhérentes ne sollicitent plus ces dernières années d'interventions en matière d'espaces verts.

En conséquence, la volonté de recentrer le service uniquement sur des prestations voirie comme par le passé, a permis de proposer à de nouvelles Communes d'intégrer le service à compter de l'exercice 2016.

Ainsi, les Communes d'Alexain, Belgeard, Commer, Parigné sur Braye et Saint Germain d'Anxure ont déjà signé une convention pour les années 2016 à 2019.

Après une rencontre avec le responsable du service, la Commune de Contest a délibéré pour s'engager en faveur de travaux d'entretien des voiries à hauteur de 6 000 € par an.

Après également une rencontre avec le responsable du service, la Commune de La Haie Traversaine doit s'engager pour une enveloppe annuelle de 5 000 € en contrepartie de travaux d'entretien des voiries.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- accepte les termes de la convention à conclure avec les Communes de Contest et La Haie Traversaine pour les années 2016 à 2019**

**- autorise Monsieur le Président à les signer.**

**23 - Ressources humaines – DAME – création d'un poste de technicien chargé du système d'information géographique (SIG)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. RAILLARD expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

En fusionnant les deux communautés de communes du Pays de Mayenne et du Horps Lassay, il était prévu de maintenir le poste d'adjoint technique chargé du SIG. Cependant, la mutation de l'agent en poste a demandé sa mutation au 1<sup>er</sup> mars 2016.

**Considérant la vacance du poste et la nécessité d'adapter le grade aux missions de technicien SIG et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, créé un poste de technicien territorial à temps plein et supprime le poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe.**

Les dépenses sont prévues au chapitre 012. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**24 - Ressources Humaines – DEJS – création d'un poste de chef de bassin, éducateur des activités physiques et sportives**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BOISSEAU expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en mutation du responsable des sports de la Ville de Mayenne assurant les fonctions de chef de bassin,

Considérant les besoins en personnel estimés pour le fonctionnement du futur centre aquatique intercommunal,

Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, créé un poste d'éducateur territorial des activités sportives à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016.**

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 48 000 euros. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**25 - Ressources humaines - DEJS - création d'un poste de responsable des sports et piscines**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BOISSEAU expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en mutation du responsable des sports de la Ville de Mayenne participant à la mise en place du centre aquatique intercommunal tant sur les travaux que sur le fonctionnement du futur centre aquatique,  
Considérant les besoins en personnel estimés pour le fonctionnement du futur centre aquatique intercommunal,  
Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'attaché territorial à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016.***

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 51 000 euros. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**26 - Administration générale - Désignation des représentants à la Mission locale départementale de la Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour chacun de ces organismes extérieurs, les représentants de Mayenne Communautés

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne 4 délégués titulaires qui représenteront Mayenne Communauté à la Mission locale départementale de la Mayenne à savoir Messieurs Angot, Soutif, Lavandier et Bordelet.***

**27 - Tourisme - Convention avec l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne – Avenant – Subvention 2016**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BORDELET expose :**

Les statuts de Mayenne Communauté prévoient dans la compétence économique que Mayenne Communauté apporte un soutien financier à l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

La convention d'objectifs pluri-annuelle régissant note relation avec l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne est expirée depuis le 31 décembre 2015.

Dans le cadre desancements des groupes de travail au sein de la commission tourisme, de la mise en oeuvre du conseil de gestion et de la mise en place d'indicateurs nous permettant d'évaluer notre politique, il vous est proposé de reconduire, sous la forme actuelle, avec l'Association Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne, une nouvelle convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2016. Cette convention vous sera proposée lors du conseil du 3 novembre prochain, elle déclinera les objectifs fixés à l'Association ainsi que les moyens alloués pour répondre aux nouveaux enjeux et nos ambitions en matière de tourisme.

Dans l'attente de cette future convention, il vous est proposé de reconduire par avenant la convention existante pour l'année en cours.

Dans le cadre de sa politique touristique, Mayenne Communauté subventionne l'Office de Tourisme qui assure des missions classiques que sont l'accueil, l'information touristique et la promotion.

Par ailleurs, l'Office de Tourisme met en oeuvre la politique de Mayenne Communauté avec une implication importante de son personnel dans le fonctionnement et la mise en place d'équipements relevant de Mayenne



Communauté (fonctionnement et animation du camping, location des mobil homes, gestion du bateau promenade, suivi du dossier forum Métiers d'Art de Jublains, fonctionnement de la cellule Pays d'Art et d'Histoire avec l'affectation à 50 % d'un agent de l'Office).

En conséquence, il est proposé de fixer la subvention 2016 versée à l'Office de tourisme à 248 085 €.

Par ailleurs, l'Office de Tourisme a recruté un médiateur pour le forum des métiers d'art de Jublains sur un poste d'emploi tremplin dont le financement est partagé entre la Région, l'Office de Tourisme et la Communauté de Communes du Pays de Mayenne. Au titre du poste, il vous est proposé de verser à l'Office de Tourisme une subvention complémentaire de 42 170 €.

Depuis 2008, l'Office de tourisme fait l'avance du paiement du ménage effectué au Forum de Jublains. Il est proposé d'allouer une subvention de 4 000 € au titre de la provision ménage 2016.

En outre, depuis l'été 2008, la Communauté de Communes a confié à l'Office de tourisme la gestion du bateau promenade. Pour la saison 2016, il est proposé d'allouer une subvention de 1 445 € afin de tenir compte des résultats de la saison 2015, et au terme de la saison, comme chaque année, d'effectuer un bilan financier de la saison pour ajuster le montant de la subvention 2016.

**M. RAILLARD :** " 42 170 € pour un emploi tremplin ça me semble beaucoup."

**M. BORDELET :** " C'est une subvention pour l'ensemble du forum."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **autorise la signature d'un avenant à la convention avec l'Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne prolongeant sa durée d'une année,**

- **alloue à l'Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne :**

- **une subvention de fonctionnement de 248 085€**

- **une subvention au titre du forum de Jublains pour l'emploi tremplin de 42 170 € et pour le ménage de 4 000 €**

- **une subvention au titre de la gestion du bateau promenade de 1 445 €**

**Ces subventions d'un montant global de 295 700€ seront versées selon l'échéancier suivant :**

- **avance de 50 000 € versée en janvier**

- **81 900 € en mai , 81 900 € en juin et 81 900 € en juillet.**

**28 - Budget primitif 2016 – Subvention de fonctionnement allouée au GIP du Pays de Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. BOURGUIN expose :**

Par lettre du 12 janvier 2016, le Président du conseil d'administration du GIP de Haute Mayenne nous a fait savoir qu'il avait ramené la cotisation des EPCI adhérents de 1,25 € par habitant pour 2015 à 0,40 € par habitant en 2016.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, alloue au GIP du Haute Mayenne une subvention de 14 774 € au titre de 2016.**

**29 - Culture – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**Mme LANCIEN expose :**

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil communautaire de la CCPM a autorisé la signature d'une convention avec l'association Tribu Familia jusqu'au 31 décembre 2017 ayant pour objet notamment l'organisation de *L'été des 6 jeudis* et du festival *Les Arts'borescences*.

**M. DELAHAYE :** "On voit que les autres associations ont leur budget qui fond de 3 % mais que ça ne s'applique pas à celle-ci. Est-ce qu'il y a une raison particulière ?"

**M. SOUTIF** : "On a fait un tableau sur 6 années pour voir les évolutions. En 2013-2014, Tribu Familia était à 122 000 €, il y a donc déjà eu une diminution."

**M. ANGOT** : "Il y a déjà eu un lissage."

**Suite à la demande de subvention présentée par l'Association pour l'année 2016 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accorde une subvention d'un montant de 114 396 € dans le cadre de la convention qui nous lie.**

**Au titre de l'exercice 2016, la subvention sera versée suivant l'échéancier suivant :**

- une avance de 33 000 € versée en janvier conformément à la délibération du 19 novembre dernier,
- 27 132 € en mai, 27 132 € en juin , le solde 27 132 € en juillet.

**30 - Budget primitif 2016 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**Mme ADAM expose :**

Par délibération du 27 février 2014, le Conseil Communautaire de la CCPM a autorisé la signature d'une convention avec l'association Le Kiosque ayant pour objet de définir le rôle des parties au regard du développement culturel de notre territoire.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour 2016 la subvention à allouer au Kiosque à un montant de 520 276 € afin de tenir compte de la participation des collectivités territoriales au redressement du déficit public national (-3%) .**

**Au titre de l'exercice 2016, la subvention sera versée suivant l'échéancier suivant :**

- une avance de 190 000 € versée en janvier conformément à la délibération du 19 novembre dernier,
- un acompte de 165 138 €, versé en mai
- et le solde de 165 138 €, versé en juin.

**31 - Budget primitif 2016 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 21 avril 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Au titre du budget 2016, une enveloppe globale de 1 253 350 € est inscrite pour les subventions aux associations et autres organismes .

Par délibérations précédentes, il a été attribué des participations à hauteur de 1 036 863 € dans le cadre de conventions.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci après pour un montant de 216 487 € au titre de l'exercice 2016.**

| ASSOCIATIONS                            | Subventions proposées 2016 |
|---|----------------------------|
| Association des Employés Communaux      | 1 110 €                    |
| Orchestre d'Harmonie du Pays de Mayenne | 2 560 €                    |
| Orchestre Symphonique de Haute Mayenne  | 2 560 €                    |
| Association Familles Rurales de Contest | 599 €                      |
| Association Amadeus                     | 436 €                      |
| Forte Piano                             | 2 000 €                    |
| Chantemayne                             | 679 €                      |
| GIP de Haute Mayenne pour Croq les Mots | 11 893 €                   |

|  |           |
|--|-----------|
| Association Tournepage                                 | 800 €     |
| Compagnie Oh   | 2 000 €   |
| Les Amis du Château de Lassay                          | 5 000 €   |
| Association AGITATO                                    | 40 000 €  |
| Associations de jeunes des communes                    | 2 900 €   |
| Regards Clinique                                       | 500 €     |
| Association les diabétiques de la Mayenne              | 80 €      |
| Association UNAFAM 53                                  | 300 €     |
| Association Mayennaise Accueil Gens du Voyage          | 6 000 €   |
| Aid à Dom  | 14 500 €  |
| Agence Départementale d'Information sur le Logement    | 4 832 €   |
| Association Départementale pour le Logement des Jeunes | 2 100 €   |
| Espace Info Energie                                    | 11 383 €  |
| Association Les Cabanons                               | 1 800 €   |
| ID Environnement                                       | 30 000 €  |
| Association Coodémarrage 53                            | 4 500 €   |
| Mission Locale   | 41 982 €  |
| Mayenne Initiative                                     | 15 000 €  |
| Boutique de gestion                                    | 4 500 €   |
| Chambre de Commerce et d' Industrie                    | 3 335 €   |
| APESA  | 500 €     |
| Solidarité Paysans 53                                  | 500 €     |
| Association des randonneurs du pays de Mayenne         | 588 €     |
| Association du patrimoine du pays de mayenne           | 1 100 €   |
| Association plaisanciers de Montgiroux                 | 450 €     |
| TOTAL  | 216 487 € |

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 15

Vu, le Secrétaire,  
Roger GARNIER

Vu, le Président  
Michel ANGOT




